

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LA CONSTRUCTION

(Le présent questionnaire est composé de 10 pages)

Maître d'Ouvrage - Souscripteur :

Etablissement CH de GRAULHET
19 rue du docteur BASTIE
81300 GRAULHET

Tel : 05 63 47 42 90

Personne chargée du dossier : Monsieur, Pierre WAUTHIER Ingénieur

Qualité du Souscripteur :

L'Etablissement est-il :

- | | | |
|-----------------------------|-----|-----|
| - Propriétaire de l'ouvrage | OUI | |
| - Vendeur | | NON |
| - Promoteur immobilier | | NON |
| - Autres : (préciser) _____ | | |

Maître d'Ouvrage : (Si ce n'est pas le souscripteur).

Nom : **CH de GRAULHET**

Adresse : **19 rue du Docteur BASTIE 81300 GRAULHET**

Tel : 05 63 47 42 90

Email : pierre.wauthier@ch-albi.fr

Participation du Maître d'Ouvrage aux travaux de construction :

Le souscripteur ou le maître d'ouvrage assure-t-il certaines missions de maîtrise d'œuvre (conception/direction des travaux) **NON**

Si oui, lesquelles ?

Exécute-t-il certains travaux ?

NON

Si oui, en préciser la nature et le coût :

Office Notarial : (en cas de vente du bien).

Nom :

Adresse :

Tel :

Email :

Maître d'œuvre :

Nom : **Groupeement BET FERRER et CAZABON Architecte (BET FERRER Mandataire du groupeement)**

Adresse : **BET FERRER 128 rue du Marquisat 31170 TOURNEFEUILLE**

Tél : 05 34 51 48 48 Email : contact@betferrer.fr

C.E.G.A. - Conseil Evaluation Gestion des Assurances

La maîtrise d'œuvre est-elle :**Complète :**

La mission confiée par le maître de l'ouvrage à la maîtrise d'œuvre comprend :

- Les études d'avant-projet sommaire (APS),
- Les études d'avant-projet définitif (APD),
- Les études de projet (PRO),
- L'assistance à la passation des contrats de travaux (ACT),
- Le visa (VISA) des études partiellement ou totalement réalisées par les entreprises titulaires,
- La direction de l'exécution des contrats de travaux (DET),
- L'assistance lors des opérations préalables à la réception, de la réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR)

Opération de construction :Désignation de l'ouvrage : **Remplacement de la toiture de l'Ehpad Pré de Millet à Graulhet (81)**

Superficie développée de l'ouvrage : M2 (SHOB)

Adresse de la construction : **EHPAD du pré de Millet Chemin de la GEYSSE 81300 GRAULHET**Durée des travaux : **16 mois**Nature succincte des Travaux : **Remplacement de la toiture suite à sinistre**

Construction

Une étude de sol a-t-elle été confiée à un Bureau d'Etude Spécialisé : **SANS OBJET**

- Si oui, préciser le nom ou la raison sociale, l'adresse, téléphone et les missions confiées :

Organisme de contrôle :

Adresse :

Tel :

Mail : @

- Missions :
- Etude G1 PGC
- Etude G2 AVP + G2 PRO
- Etablies selon la norme.

Garanties souhaitées :**Dommages Ouvrage (D.O.)**

- * Garantie de bon fonctionnement
- * Garantie des dommages immatériels
- * Garantie des dommages aux existants

**OUI
OUI
OUI****Tous Risques Chantier (T.R.C.)**

- * Garanties Annexes (suivant détail du C.C.T.P.)
- * Garantie de Maintenance

**NON
NON
NON****Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (C.C.R.D.)****NON****R.C. Décennale du Constructeur Non Réalisateur (C.N.R.)****NON****R.C. Maître d'Ouvrage (R.C. M.O.)****NON**

Coût de l'Opération : 1 782 287 € T.T.C.

Montant des travaux tous corps d'état T.T.C.

1.613.000 € TTC

Montant des honoraires T.T.C.

169.287€ TTC

(Architecte et/ou bureau d'étude et/ou ingénieur conseil Et/ou Contrôleur Technique).

Montant intégré à l'assiette	
Montant Total des Travaux	1.613.000€
Honoraires Maîtrise d'œuvre	169.287€
Honoraires du bureau de contrôle technique	12.000€
Honoraires coordonnateur SPS	12.000€
Honoraires OPC	8.468€
Honoraires coordonnateur SSI	1.694 €
Honoraires des géotechniciens	Sans Objet
Honoraires du contrôleur d'opération	Sans objet
Travaux exclus de l'assiette	
Equipements à usage professionnel (ex : équipements de cuisine)	0€
Démolition et désamiantage	0€
Mobilier	0€
Espaces verts et éclairages	0€
Terrassements généraux	0€

Calendrier prévu :

Permis de construire :

N° du permis de construire : DAT N° 081 10324 T0010 déposé le 23/05/2024 Délivré le : en cours d'instruction

- Date de la Déclaration Réglementaire d'Ouverture de Chantier : TVX non encore lancés
- Si non, Date prévue pour le commencement des travaux : **09/2024**

Date prévue pour l'achèvement des travaux : **03/2026**

Un contrôle technique a-t-il été réalisé :

OUI

- Si oui, préciser le nom ou la raison sociale, l'adresse :

Nom : **APAVE ALBI**

Adresse : **9 RUE FRANCOIS ARAGO 81000 ALBI**

Tél : 0563541026 Email : commercial.toulouse@apave.com

C.E.G.A. - Conseil Evaluation Gestion des Assurances

NATURES des missions confiées :

Codification des types de missions confiées au contrôleur.

Code	Désignation
L	Solidité des ouvrages indissociables
LP	Solidité des ouvrages indissociables et dissociables
S	Mission relative à la sécurité des personnes dans les constructions
LE	Solidité des existants
PV	Recollement des procès-verbaux d'essai d'équipements
PS	Sécurité des personnes en cas de séisme
SH	Sécurité des personnes dans les bâtiments d'habitation
STI	Sécurité des personnes dans les bâtiments relevant du Code du Travail uniquement
Sei	Sécurité des personnes dans les constructions, applicables aux ERP
Hand	Accessibilité des constructions pour les personnes handicapées
BRD	Passage du brancard
F	Fonctionnement des installations
PHa	Isolation phonique ou acoustique des bâtiments
TH	Isolation thermique et économies d'énergie
AV	Vérification des avoisinants
GTB	Mission relative à la gestion technique du bâtiment
ENV	Mission relative à l'environnement
CO	Mission relative à la coordination des missions de contrôle
DEM	Mission relative à la solidité des ouvrages avoisinants en cas de démolition d'ouvrage existants
ETB	Etude béton
HYS	Hygiène et santé dans les bâtiments
Env	Environnement et ICPE
Foudre	Protection des ICPE contre les risques de foudre
CONSUEL	Vérification des installations électriques avant mise sous tension

La mission confiée par le maître de l'ouvrage au contrôleur technique est du type : **L+LE+SEI**

- La solidité des ouvrages et éléments d'équipements dissociables et indissociables
- La solidité des existants
- La sécurité des personnes contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et l'application du décret 62 1454 du 14 novembre 1962 relatif à la protection des travailleurs.

Informations Générales :

Avant travaux, existe-t-il un référé préventif ou constat d'huissier ?

NON

Des dispositions constructives particulières ont-elles été prises ?

NON

Les travaux sont-ils réalisés sur des bâtiments en sites occupés ?

OUI

Y-a-t-il des existants ?

OUI

Les travaux sont-ils de technique courante ?

OUI

Chauffage au sol ?

NON

Chauffage Collectif ?

NON

Pose de panneaux photovoltaïques ?

NON**C.E.G.A. - Conseil Evaluation Gestion des Assurances**

Nature et Consistance des travaux à réaliser :

- **Démolition de bâtiment ou partie de bâtiment :** NON
- Si OUI : préciser :
- Surface totale développée du (es) bâtiment(s) démolis(s) : M2 (SHOB)
 - Bâtiment(s) démolis(s) en mitoyenneté d'un bâtiment existant : OUI NON
 - Reconstruction sur la partie démolie : OUI NON
- Montant prévu pour les travaux de démolition** € TTC
-
- **Construction neuve :** NON
- Surface développée de la construction neuve : M2 (SHOB)
- Construction neuve en mitoyenneté d'un bâtiment existant : OUI NON
- Montant des travaux tous corps d'état T.T.C.** € TTC
- Montant des honoraires T.T.C.** € TTC
- (Architecte et/ou bureau d'étude et/ou ingénieur conseil Et/ou Contrôleur Technique).
-
- **Restructuration de construction existante :** sans objet
- Année de construction des existants : Année 2010
- Type de construction des existants : Ossature bois, béton, parpaings... Préciser Béton parpaings
- Les existants sont-ils classés Monuments Historiques :** NON
- Modification de la structure porteuse : NON
- Avec modification des fondations : NON
- Travaux de reprise en sous-œuvre des fondations et/ou avoisinants : NON
- Surface développée de la construction existante : M2 (SHOB)
- Valeur estimée de la reconstruction à neuf des existants indissociables au sens de l'ordonnance N° 2005-658 du 8 juin 2005 : K€
- Surface totale réaménagée :** **4.260 M2 (SHOB)**
- Surélévation : NON
- Surface de la surélévation : M2 (SHOB)
- Surface des sous-sols : M2 (SHOB)
- Nombre de niveaux: Niveaux RDC
- Montant des travaux tous corps d'état T.T.C.** 1.613.000 € TTC
- Montant des honoraires T.T.C.** 203.500 € TTC
- (Architecte et/ou bureau d'étude et/ou ingénieur conseil Et/ou Contrôleur Technique).
-
- Le bâtiment est-il particulièrement exposé aux risques suivants :
- * Sismiques NON
 - * Tempête NON
 - * Crues _____ NON
 - * Proximité de risques aggravants NON

Description Technique des travaux➤ **Ossature :**

Charpente bois : fermettes industrielles

OUI

:

➤ **Toitures - Terrasses:**

- Nature : (Tuile, ardoise, bac acier ...)

Tuiles Canales

-

Travaux de reprise sur des existants ?

OUI**Si OUI, compléter la page suivante.****Précisions concernant les EXISTANTS :**

Dans le cadre des travaux s'agit-il :

* D'une réhabilitation après sinistre effondrement charpente existante

OUI

* D'une rénovation

NON

* D'une extension

NONAnnée ou période de construction du bâtiment existant : **2010**Valeur de reconstruction à neuf des existants (T.T.C.) : **14.000.000 € TTC**Montants de la garantie des existants divisibles : **20% du montant total des travaux neufs**

Si les existants datent de moins de 10 ans, ont-ils fait l'objet d'une assurance « Dommages Ouvrage ?

Si OUI

- Indiquer le nom de l'Assureur : N° du contrat :

Fournir, par note distincte, les noms adresses et numéros de contrats d'assurance « Responsabilité Décennale » des constructeurs du gros œuvre.

Si les existants sont totalement incorporés aux ouvrages (ou à l'ouvrage neuf) de sorte qu'ils en deviennent techniquement indivisibles, estimer la valeur de ces existants (estimation à faire par la Maîtrise d'Ouvrage associée de la Maîtrise d'œuvre) : Montant : _____ €

NOTA : Cette valeur devra donc être ajoutée à l'assiette du contrat « Dommages Ouvrage et C.N.R. ».

Concernant les existants :

* Ces existants sont-ils classés Monuments Historiques

NON

* Les structures porteuses sont-elles modifiées

OUI

* Opération de traitement préventif des bois

OUI

* Opération de désamiantage

NON

* Renforcement des fondations existantes

NON

* Modifications de niveaux de fondations

NON

* Reprise-en sous-œuvre des fondations

NON

* Création de nouveaux points de fondations

NON

* Surélévation des existants

NON

* Suppression ou modifications des éléments porteurs

NON

* Intervention sur clos et couvert

OUI**C.E.G.A. - Conseil Evaluation Gestion des Assurances**

Article L113-8 du Code des Assurances

(Loi N° 81-5 du 7 janvier 1981 art. 32 Journal Officiel du 8 janvier 1981 rectificatif JORF 8 février 1981)

Indépendamment des causes ordinaires de nullité, et sous réserve des dispositions de l'article L. 132-26, le contrat d'assurance est nul en cas de réticence ou de fausse déclaration intentionnelle de la part de l'assuré, quand cette réticence ou cette fausse déclaration change l'objet du risque ou en diminue l'opinion pour l'assureur, alors même que le risque omis ou dénaturé par l'assuré a été sans influence sur le sinistre. Les primes payées demeurent alors acquises à l'assureur, qui a droit au paiement de toutes les primes échues à titre de dommages et intérêts.

Les dispositions du second alinéa du présent article ne sont pas applicables aux assurances sur la vie.

Article L119-8 du Code des Assurances

L'omission ou la déclaration inexacte de la part de l'assuré dont la mauvaise foi n'est pas établie n'entraîne pas la nullité de l'assurance.

Si elle est constatée avant tout sinistre, l'assureur a le droit soit de maintenir le contrat, moyennant une augmentation de prime acceptée par l'assuré, soit de résilier le contrat dix jours après notification adressée à l'assuré par lettre recommandée, en restituant la portion de la prime payée pour le temps où l'assurance ne court plus.

Dans le cas où la constatation n'a lieu qu'après un sinistre, l'indemnité est réduite en proportion du taux des primes payées par rapport au taux des primes qui auraient été dues, si les risques avaient été complètement et exactement déclarés.

CONCEPTEURS**ARCHITECTES**

NOM et ADRESSE	Mission conception seule	Mission Direction, suivi, travaux.	Mission complète	RC Décennale ASSUREUR N° du contrat	HONORAIRES T.T.C.
Groupeement BET FERRER et CAZABON Architecte (BET FERRER Mandataire du groupeement) Adresse : BET FERRER 128 rue du Marquisat 31170 TOURNEFEUILLE			OUI	Responsabilité Décennale Assureur : et Responsabilité Professionnelle Assureur :	169.287 €

Bureaux d'Etudes techniques, Ingénieurs Conseils, Géotechniciens, ou autres intégrés ou non au Groupeement de Conception Réalisation

NOM et ADRESSE	Y a-t-il un contrat de louage d'ouvrage	RC Décennale et/ou Professionnelle ASSUREUR N° du contrat	Missions (préciser)	HONORAIRES T.T.C.
	OUI NON	Responsabilités Décennale et Professionnelles Assureur :		€
	OUI NON	Responsabilités Décennale et Professionnelles Assureur :		€
	OUI NON	Responsabilités Décennale et Professionnelles Assureur :		€

C.E.G.A. - Conseil Evaluation Gestion des Assurances

Contrôleur technique

NOM et ADRESSE	RC Professionnelle et ou Décennale ASSUREUR N° du contrat	Type de contrôle A – L – HLM FNPC – E – S AUTRES Préciser....	HONORAIRES T.T.C.
Nom : APAVE ALBI Adresse : 9 RUE FRANCOIS ARAGO 81000 ALBI	Responsabilités Professionnelles Assureur : _____ N° _____	L+LE+SEI	8468 € TTC

Chaque assureur pourra demander toutes précisions et renseignements complémentaires qu'il désire.

ENTREPRENEURS (Tous corps d'état) :

NOM ADRESSE	TRAVAUX		N° R.C. DECENNALE N° R.C. PROFESSIONNELLE ASSUREUR
	NATURE	N° du LOT	
<u>Entreprise :</u> <u>Adresse :</u>		LOT N° 1	
<u>Entreprise :</u> <u>Adresse :</u>		LOT N° 2	
<u>Entreprise :</u> <u>Adresse :</u>		LOT N° 3	
<u>Entreprise :</u> <u>Adresse :</u>		LOT N° 4	
<u>Entreprise :</u> <u>Adresse :</u>		LOT N° 5	
<u>Entreprise :</u> <u>Adresse :</u>		LOT N° 6	
<u>Entreprise :</u> <u>Adresse :</u>		LOT N° 7	

Toutes les Entreprises réalisatrices sont-elles qualifiées QUALIBAT et/ou QUALIFELEC :

OUI NON

C.E.G.A. - Conseil Evaluation Gestion des Assurances

CEGA - Bernard PISLOR Entreprise individuelle - 344 109 988 RCS AGEN - 07025907 ORIAS - NAF 6622Z - SIRET : 34410998800081 Assurance responsabilité civile professionnelle conforme aux articles L512-6 - R512-14 & A.512-4 du Code des Assurances. Profession réglementée par les articles 48 & 10 de l'Ordonnance 2018-361 du 16/05/2018 ainsi que l'article 59 de la loi n°71-1130 du 31/12/1971 - sous le contrôle de l'ACPR 4 Place de Budapest CS 92459 75436 PARIS Cede- Inscription tenue par l'ORIAS vérifiable sur www.orias.fr Siège du Cabinet : 174 Bis Avenue Michelet Résidence Michelet Bâtiment B 4700AGEN - 05.53.48.12.11.

RAPPEL des DOCUMENTS JOINTS AU D.C.E. ASSURANCES

- 1) Descriptif sommaire des travaux,
- 2) Projet architectural,
- 3) Plans de coupe, de façade et des niveaux,
- 4) Date de début et de fin de travaux, (cf supra)
- 5) Rapport Initial de Solidité du Contrôleur Technique (RISCT),
- 6) Mission de Maîtrise d'œuvre,
- 7) Mission du Contrôleur Technique,
- 8) CCTP des différents lots + Attestations d'assurance Décennale des Entreprises,
- 9) Planning des travaux,
- 10) Coût de l'opération par lot,
- 11) Rapport d'étude des sols + Mission du B.E.T. Sol

Le: 30/05/2025